

Eta : la résistance des rançonnés

L'Eta, qui a déjà frappé à soixante reprises en 1980, se heurte désormais à une résistance imprévue : celle des Basques qui refusent de payer tribut.

De notre envoyée spéciale au Pays basque

Pour la première fois, le terrorisme basque rencontre une résistance dans la population. Déjà un industriel et des médecins ont osé refuser publiquement de verser « l'impôt révolutionnaire » à l'organisation Eta.

Jusqu'ici, les industriels basques vivaient murés dans le silence, redoutant de découvrir dans leur courrier l'une de ces cartes dactylographiées et frappées du sceau aux trois lettres rouges : ETA. Il fallait alors pour le « contribuable » franchir clandestinement la frontière, et remettre, quelque part entre Bayonne et Saint-Jean-de-Luz, un attaché-case bourré de billets usagés.

Cet impôt existe depuis la mort de Franco. Il ne s'appliquait alors qu'aux grands financiers basques. Mais, en deux ans, il s'est étendu aux avocats, aux architectes, aux petits commerçants. L'usager n'ont pas les moyens de s'offrir la protection de trois ou quatre gardes du corps. Depuis 1977, le nombre des lettres de menaces a décuplé. Un millier, dit-on; peut-être davantage. Fuyant la terreur des extorsions de fonds, les chefs d'entreprise ont commencé à quitter la région. Des entreprises ont été transplantées dans la zone industrielle madrilène; d'autres, prétextant la crise économique, ont purement et simplement, fermé leurs portes.

Les investisseurs se sont progressivement détournés du Pays basque, et hier si prospère, l'Euskadi connaît aujourd'hui le plus impressionnant taux de chômage de toute l'Espagne. Mais comment leur reprocher de céder à la panique? Les commandos de l'Eta ont déjà frappé, cette année, cinquante personnes, dont dix « mauvais payeurs ». Une multiplication d'attentats qui ont touché au but : affaiblir le président Suarez lors de sa première comparution, mardi 20 mai, devant le Congrès. En déposant sa motion de censure, Felipe Gonzalez, le leader socialiste, n'a-t-il pas reproché au Président son incapacité d'endiguer le terrorisme? Le chantage aurait permis à l'Eta d'amasser plus de 800 millions

de pesetas (50 millions de francs) depuis le début de l'année.

Mais, aujourd'hui, grâce à un homme de 62 ans, tout pourrait cesser. La décision de Juan Alcorta, PDG de deux importantes firmes et d'une banque, pèse lourd dans la balance de l'opinion publique. Nez busqué, pommettes saillantes et mandibules de titan : sa physionomie ne laisse aucun doute quant à ses origines basques. Mais c'est davantage son attachement à l'Euskadi qui lui a valu le qualificatif élogieux d'« autentico vasco ». Dédaignant Madrid et les charmes faciles du centralisme, c'est à San Sebastian que Juan Alcorta a fondé ses entreprises. Il y fréquente un café populaire de la vieille ville, se passionne pour les exploits de l'équipe de football locale (la Real Sociedad) et mitonne des plats régionaux dans ces clubs gastronomiques sans prétention qui fleurissent au Guipuzcoa. « Vous n'aurez pas à me chercher », répond-il

le docteur Haya, président de l'Ordre, ont contraint des praticiens à fermer leurs cabinets. Les terroristes, parfaitement renseignés, joignaient à leurs lettres une copie de relevé bancaire. Les sommes exigées varient de 500 000 à 20 millions de pesetas selon l'état du patrimoine de la victime, dit Eli Galdos, 46 ans, responsable de la Sécurité dans le nouveau gouvernement autonome. Mais, quelquefois, l'impôt est hors de proportion. Auparavant, un industriel pris à la gorge avait toujours la ressource de négocier par intermédiaires une remise. Plus aujourd'hui. Toute indiscretion, toute dénonciation, entraîne une exécution.

A San Sebastian, le climat d'insécurité est tel qu'il serait vain de tenter de joindre au téléphone un homme d'affaires. Si le verbe localizar sonne aussi fréquemment dans les conversations, c'est que précisément l'on tremble d'être « localisé ». Les industriels appellent leurs bureaux à heures



COMMANDO DE L'ETA A L'ENTRAINEMENT
Déjà soixante attentats cette année

dans une lettre ouverte aux menaces de l'Eta. Dimanche 4 mai, des milliers de Basques l'ont vu — moins incognito que jamais, en béret et imperméable blanc — sur les gradins du terrain de football d'Atocha applaudir son équipe favorite qui rencontrait Malaga. « Je ne suis pas un héros, ajoute Alcorta. Mais je refuse de céder au chantage qui détruit mon peuple. »

Il n'est pas le seul. Au mois de mars, le Conseil de l'Ordre des médecins de Biscaye avait recommandé, dans une note officielle, le non-paiement de l'impôt. « Ces extorsions, commente

fixes. Leurs secrétaires privées elles-mêmes ignorent l'emploi du temps de la journée.

L'affaire Alcorta a révélé le profond sentiment d'exaspération d'une population traumatisée par cinq années de terrorisme. Toutes les formations politiques (à l'exception du Herri Batasuna, expression politique de l'Eta) soutiennent l'industriel. Luis Maria Retolaza, ministre de l'Intérieur d'Euskadi, salue « le civisme » de Juan Alcorta. Plus significatif encore : les sections syndicales des sociétés (huiles, banques et vins) dont Alcorta est le

président ont signé un communiqué de soutien et de solidarité. « *Les mentalités changent* », affirme Eli Galdos. Le temps est révolu où les militants de l'Eta pouvaient se réfugier dans la première maison venue. « *En s'attaquant à des Basques de vieille souche, à d'anciens ouvriers estimés par la population, l'Eta a commis une faute* », dit Eli Galdos. « *Nous ne pouvons*



ASSASSINÉ PAR LES TERRORISTES EN PLEINE RUE A SAN SEBASTIAN

soutenir une organisation qui nous a coupés du reste du monde », dit un restaurateur de San Sebastian. En ce mois de mai, pas un touriste étranger ne flâne dans les ruelles pittoresques de la vieille cité. Le cœur serré, les habitants de San Sebastian voient le vieux palace Maria-Christina, qui domine le rio Urumea, mis en vente.

Les réfractaires de l'Euskadi réussiraient-ils où les policiers de Madrid ont échoué ? Les *tanquettas* (mini-tanks) des brigades antiterroristes du général Santamaria qui patrouillent en ville agacent les Basques au lieu de les rassurer. « *Où se croient-ils ?* demande un pharmacien. *A Beyrouth ? Sans doute pas, mais depuis quelques mois la vente des tranquillisants a augmenté. Comme à Beyrouth.* »

Treize mille policiers en Euskadi. La plus forte densité de tout le territoire. « *A croire qu'ils le font exprès, commente une marchande d'osier. Leur présence ne fait que renforcer les haines.* » Le temps n'est pas si loin où un *guardia civil* surprenant une conversation en langue basque interpellait les coupables en aboyant : « *Parlez chrétien !* »

« *Nous devons créer notre propre police* », dit Eli Galdos. Le statut d'autonomie le prévoit en effet. Mais on ne change pas l'image de la police avec la couleur de l'uniforme. Et puis, quel Basque souhaiterait l'endosser ? ●

ÉTATS-UNIS

Elections : primaires...

De notre corresponda

Commencée il y a les neiges de l'Iowa, le choix à venir, la campagne primaires pour la désignation de chaque parti à la présidence se tiendra le 3 juin, dans le confort de l'ennui. Certes, c'est le plus important, car huit Etats votent ce jour-là pour choisir un quart des électeurs qui iront au parti aux conventions en dehors d'Edward Kennedy, qui continue courageusement de se battre, déjà perdu, aucun des candidats ne semble avoir de chances de résultats à venir.

Le « Grand Old Party » a déjà choisi son candidat, Ronald Reagan, obtenant la nomination qui lui a été accordée de suite. Son succès est sans doute depuis que



RONALD REAGAN EN CAMPAGNE

Conformisme et ennui

de la CIA, George Bush, qui a annoncé l'autre lundi, le retrait de son nom de ce retrait, en l'absence de pouvoir, espère ainsi jouer un rôle, dit, vise la nomination. Mais, au fur et à mesure, les chances de Reagan diminuent. La liste des prétendants s'allonge (on a vu Howard Baker, élu au Sénat). D'autant plus cruel d'un de ses anciens adversaires peut certes être le vainqueur, mais « *il gog*